



32215

ECA/SDRC-CA/MR/98/20



**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**  
-----  
**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL**  
**POUR**  
**L'AFRIQUE CENTRALE**

**REDYNAMISER L'INTEGRATION EN AFRIQUE CENTRALE**

**CONSULTATION AVEC LES ACTEURS ET BENEFICIAIRES DE**  
**L'INTEGRATION ET DE LA COOPERATION REGIONALES**

**Mission circulaire dans les pays membres de la Communauté**  
**économique des Etats de l'Afrique centrale**

**PLEASE RETURN**  
**TO**  
**ECA LIBRARY**

**REDYNAMISER L'INTEGRATION EN AFRIQUE CENTRALE**

**CONSULTATION AVEC LES ACTEURS ET BENEFICIAIRES DE  
L'INTEGRATION ET DE LA COOPERATION REGIONALES**

**Mission circulaire dans les pays membres de la Communauté  
économique des Etats de l'Afrique centrale**

## **I. INTRODUCTION**

### **1. Mandat et Objectifs de la Mission**

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) réunie en session extraordinaire, le 6 février 1998, à Libreville (Gabon), a réaffirmé sa volonté de poursuivre le processus d'intégration régionale, et de favoriser le développement économique des Etats membres et le rapprochement entre leurs populations.

Afin d'apporter des solutions immédiates pour relancer les activités de la Communauté, la Conférence a, entre autres, sollicité une assistance auprès de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), par Décision No. 002/CEEAC/CCEG/II-SG.98 du 28 mai 1998, à sa branche opérationnelle, le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC), en vue de :

- effectuer une expertise des activités opérationnelles du Secrétariat général ;
- évaluer les arriérés des contributions des Etats membres au budget de fonctionnement de la Communauté ainsi que celle de la masse salariale du personnel et des dettes du Secrétariat général envers les tiers ; et
- élaborer un programme de relance portant sur les secteurs prioritaires pour le développement et l'intégration des économies des Etats membres.

### **2. Approche méthodologique de la mise en œuvre du mandat**

Compte tenu du désintérêt de la plupart des Etats pour la CEEAC, ce qui a eu comme effet sa longue léthargie (de 1992 à 1997), le Centre a opté, entre autres, pour une approche participative impliquant les acteurs et bénéficiaires de l'intégration et de la coopération régionales consistant en une écoute directe et des échanges de points de vue.

Aussi, le Centre et le Secrétariat général auxquels s'est associée l'OUA ont-ils convenu qu'une équipe multidisciplinaire soit constituée pour réaliser ce mandat en entreprenant une mission circulaire du 12 octobre au 12 décembre 1998, dans tous les Etats membres de la Communauté. En conséquence, des fonds nécessaires à la réussite de la mission ont été alloués. La mission n'a pas pu séjourner en Centrafrique à cause des élections générales qui étaient en cours dans ce pays.

Les objectifs de la mission étaient donc, d'une part, de collecter des informations et données nécessaires à l'élaboration d'un programme de redynamisation de l'intégration et de la coopération régionales et de relance de la CEEAC et d'un cadre stratégique pour l'intégration et la coopération régionales qui tiennent compte des besoins réels et des visions des Etats membres et, d'autre part, sensibiliser les acteurs et les bénéficiaires de l'intégration sur les rôles et les responsabilités qui sont les leurs dans ce processus.

### **3. Composition de l'équipe :**

Cette composition variait, selon les étapes, et se présente comme suit :

- Dr Niang Abdoulaye, Economiste, Directeur a.i. CDSR-AC;
- M Albert Yama, Géologue, CDSR-AC
- Dr Nangnigui David Kamara, Economiste CDSR-AC
- M Emmanuel Nkengurutse, Directeur du Commerce extérieur du Burundi représentant du pays assurant la Présidence en exercice de la CEEAC;
- M Thomas Esono Ava, Inspecteur des Finances, représentant de la Guinée équatoriale, pays désigné pour organiser la prochaine Conférence des Chefs d'Etat ;
- M Jean Luc Ntoutoume, Haut Commissaire auprès du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des PME/PMI et de l'Artisanat, Personne ressource de la mission
- M Anatole Nkodo Ze, Attaché de Cabinet à la Présidence de la République du Cameroun, Personne ressource de la mission ;
- M Carlos Bonfim, Fonctionnaire représentant le Secrétaire Général de la CEEAC ;
- M. Koumtog Laotegguenodji Ex-Ministre, Personne ressource de la mission
- Prof. Barthélemy Biao, Université de Yaoundé II, Personne ressource de la mission ;
- M Moussa Tcha Sabour, Ambassadeur, représentant du Secrétaire Général de l'OUA ;
- M Luc-Frederic Mbang, Expert en Communication, Personne ressource de la mission (exclu de l'équipe en cours de mission)

### **4. Organisation et déroulement de la Mission**

En prélude à la mission une réunion de groupe d'experts s'est tenue à Yaoundé du 11 au 12 octobre 1998 sur le projet de cadre stratégique relatif à l'intégration et à la coopération régionales en Afrique centrale.

Cette réunion a permis, par ailleurs de :

- Familiariser les experts membres et non membres de la mission sur le contenu du mandat, l'approche envisagée pour sa mise en oeuvre et les enjeux de l'intégration et de la coopération régionales, en vue de créer la dynamique du groupe ;
- Recueillir de tous les participants des propositions concrètes sur l'approche de la mise en oeuvre du mandat ;
- Dégager les domaines de concentration ainsi que des stratégies à mettre en place pour redynamiser l'intégration et la coopération régionales ;
- Avoir une vision commune et même compréhension des enjeux de l'intégration et de la coopération régionales et confronter ces éléments sur le terrain avec des acteurs et bénéficiaires.

Suite aux échanges de vue, la réunion a décidé de retenir comme :

**a) Domaines de concentration**

- Le secteur des transports et communications ;
- Le secteur de la production ;
- La coopération monétaire et financière ainsi que les mécanismes de compensation des paiements ;
- La paix et la sécurité régionales

**b) Stratégies de redynamisation de l'intégration et de coopération régionales**

- Créer une synergie entre la CEEAC, l'UDEAC/CEMAC et la CEPGL (à bâtir établir sur des acquis des uns et des autres) ;
- Mettre en place des mécanismes autonomes de financement des CER et OIG ;
- Disposer des capacités d'analyse quantitatives et de négociation individuelle et collective relative aux stratégies, politiques et programmes de l'intégration, ainsi que des capacités entrepreneuriales, et
- Amener des pays à assurer le rôle de locomotive en matière d'intégration régionale au sein de la communauté.

- maintenir les acquis de l'UDEAC/CEMAC et la CEPGL. Ces deux organisations ont réalisé des avancées significatives dans certains domaines : UDEAC/CEMAC (réformes fiscalo-douanières et commerce et monnaie), CEPGL (recherche agricole, énergie). La réunion a estimé qu'elles devaient poursuivre leurs activités dans ces domaines et les étendre à l'ensemble de la CEEAC.

La mission s'est ensuite poursuivie dans les onze Etats membres (voir Annexe 1). Grâce à l'assistance, très efficace de tous les bureaux de coordination du Système des Nations Unies, conduite par le PNUD, la mission a pu collecter les données et les informations à travers des :

- réunions de briefing avec les Ministres de tutelle de la CEEAC ;
- réunions avec le Comité interministériel, sous l'égide du Ministère chargé des questions d'intégration et de la coopération régionales ;
- consultations avec la Chambre consulaire et le patronat ;
- réunions avec les responsables des organisations intergouvernementales résidant dans le pays ;
- réunions de concertation avec la Coordination du Système des Nations Unies ;
- conférences débats sur les enjeux de l'intégration avec la participation des étudiants, universitaires, professionnels, cadres, opérateurs économiques, ONG et autres membres de la société civile ;
- interviews et conférences de presse (presse écrite, parlée, et audiovisuelle) ;
- séances de travail de debriefing avec les hautes autorités politiques nationales, dont Leurs Excellences, Messieurs les :
  - Premiers Ministres,
  - Ministres d'Etat,
  - Ministres,
  - Secrétaires d'Etat,
  - Hauts Commissaires.

La liste complète des personnalités rencontrées ainsi que des divers participants est jointe au présent rapport (voir Annexe 2).

La mission a rencontré une cinquantaine de Ministres, dont trois Premiers Ministres, un grand nombre d'acteurs et bénéficiaires de l'intégration dont des hauts cadres, des parlementaires, des opérateurs économiques et membres de la société civile au cours des débats publics, ainsi les organismes du Système des Nations Unies de chaque pays membre.

## **II. VISIONS ET ATTENTES DE L'INTEGRATION ET DE LA COOPERATION REGIONALES**

Les interlocuteurs de la mission dans tous les Etats membres ont été formels : L'intégration et la coopération régionales sont bloquées depuis bien longtemps, et cela en raison du fait que les Etats ont jusqu'à présent fait preuve de manque de visions pour une région d'Afrique centrale, économique, sociale et solidairement forte.

Le plus décevant est que malgré les potentialités énormes dont regorge la région (pétrole, bois, mines, eau, pluies abondantes, possibilités agricoles et de pêche, etc.), elle reste une zone économiquement moins intégrée du continent. Elle compte aussi en son sein des pays classés parmi les moins avancés, un taux de chômage très élevé, des économies complètement désarticulées, la criminalité galopante, l'insécurité, la pauvreté, la misère, etc., bref, des maux que l'on constate quelquefois plus graves qu'ailleurs, même sur le continent. Et pourtant ces richesses données grassement par la nature à la région, et qui auraient pu faire d'elle l'une des régions les plus développées de l'Afrique, ne contribuent pas à l'épanouissement de leurs peuples.

Lors de la visite de la mission dans les Etats, ils étaient nombreux, particulièrement au niveau de la base, notamment les opérateurs économiques, la population, la jeunesse, autres membres de la société civile, etc., à regretter cette situation car, estiment-ils, à l'aube du 3ème millénaire, les conditions socio-économiques de la région devraient être plus brillantes.

En effet, l'une des causes qui est à la base de cette situation, c'est le partage, qui fait que l'essor économique des uns ne profitent pas aux autres. Au contraire, cela les conduit à plus d'égoïsme, accentué par la « peur d'envahissement » par les populations des autres Etats membres moins nantis. Ces « îlots de prospérité » préfèrent plutôt se tourner vers d'autres zones ou pays, en particulier, le Nord et les



pays développés, plus souvent leurs anciens colonisateurs, que de s'associer aux autres pays de la région. Dans ces conditions, le rapport des capacités est inégal ; ce qui fait que leurs richesses leur profitent moins de ce qu'à leurs partenaires.

Dans tous les pays visités, il a été constaté qu'une prise de conscience se dégage pour reconnaître la gravité de la situation, amplifiée par des risques de la mondialisation et, d'où la nécessité pour eux d'afficher une nouvelle attitude. Cela doit tenir compte des mutations politiques qui s'opèrent dans les pays et des revendications légitimes des populations qui exigent de plus en plus ouvertement leur mieux-être et celui de leur région. De nombreuses déclarations des responsables politiques, économiques, membres de la société civile, jeunes recueillies par la mission montrent leurs visions et attentes de l'intégration et de la coopération régionales comme moyens de parvenir à un niveau de développement et, partant, de bien-être souhaités par tous.

L'Afrique centrale doit redevenir une région de paix et de stabilité, ayant une croissance économique rapide et endogène avec une participation accrue du secteur privé, et ne pas constituer un vaste marché pour les autres. Elle doit également devenir un espace d'intérêt commun, de solidarité politique, économique et humain, grâce à laquelle la stabilité des institutions et la sécurité, des investissements locaux et étrangers peuvent être maintenus.

En outre, elle doit être une zone d'échanges commerciaux, des capitaux, des biens et services de la libre circulation des personnes, et de coopération pour la réalisation des projets d'intérêts communs dans des domaines les plus variés tels que, les infrastructures de communication, partage des ressources énergétiques et de l'eau, etc.

Enfin, elle doit être une région capable de s'imposer comme partenaire respectable sur l'échiquier international, grâce à sa capacité renforcée de négociation et de défense de ses propres intérêts.

### **III. PRINCIPALES INSUFFISANCES ET DIFFICULTES DE L'INTEGRATION ET DE LA COOPERATION REGIONALES**

Dans tous les Etats membres visités, les interlocuteurs de la mission ont unanimement manifesté l'intérêt et la nécessité, pour leurs pays, de faire de la région une zone d'intégration et de coopération effective et dynamique.

Ils ont, par la même occasion, exprimé des inquiétudes quant à la réalisation de ces objectifs car les évolutions passées et récentes des initiatives d'intégration et

de coopération régionales marquées des discours de bonnes intentions et du tapage médiatique n'ont pas été pour autant encourageantes.

En effet, il existe des insuffisances et difficultés nombreuses, dont les plus importantes relevées par la mission sont les suivantes :

### **1. Persistance et aggravation des conflits et d'autres formes d'insécurité dans la région**

Dans tous les pays visités, il a été unanimement reconnu que la persistance des conflits et d'autres formes d'insécurité dans la région constituent des obstacles sérieux à l'intégration et à la coopération régionales. Sans paix, il n'y a pas de stabilité, et sans stabilité, il est pratiquement impossible d'envisager le développement économique, l'intégration et la coopération régionales.

L'Afrique centrale connaît actuellement deux formes de l'insécurité qu'il faut à tout prix enrayer. Il s'agit de l'insécurité liée aux conflits internes et inter-Etats et l'insécurité liée à certains phénomènes sociaux et politiques. L'insécurité liée aux conflits internes et inter-Etats est en quelque sorte classique, car elle déstabilise les Etats en cause, met en branle leurs économies, détourne les priorités des gouvernements (cas du Tchad, Angola, RCA, Congo, RDC, Burundi, Rwanda), et les empêche de créer des conditions nécessaires pour participer à un processus d'intégration et de coopération.

L'autre phénomène d'insécurité est celui lié aux problèmes sociaux et politiques comme conséquence de la pauvreté, des guerres ethniques et des divergences politiques (coupeurs de route, réfugiés/bandes armées). Dans tous les pays visités, cette situation a été portée à la connaissance de la mission. Celle-ci a noté des inquiétudes particulières des autorités politiques concernant ces phénomènes, mais surtout celles des opérateurs économiques, des hommes et des femmes d'affaires opérant dans le circuit informel ainsi que de simples citoyens, producteurs et agriculteurs. La persistance de ces phénomènes crée des tensions entre Etats, paralysent l'activité économique (secteur productif et commercial), provoque la perte de revenus de l'Etat, augmente le chômage, etc.. En somme, elle perpétue la pauvreté et crée des problèmes sociaux pour les Etats membres, car ils entravent le processus d'intégration et, en dernier ressort, le développement économique des Etats.

## **2. Absence de volonté politique réelle de s'intégrer dans la zone**

La mission a noté dans tous les Etats membres deux sortes de comportements concernant ce problème. L'un officiel, qui se prononce, ouvertement et en termes élogieux, en faveur de l'intégration et de la coopération régionales, et un autre, plutôt négatif, qui fait blocage volontairement à l'intégration. On trouve ce genre de comportement souvent au niveau des officiels qui sont chargés justement d'appliquer et de faire appliquer les décisions communautaires. Ce problème a été maintes fois souligné, avec regret, par les acteurs et bénéficiaires de l'intégration (opérateurs économiques, populations, membres de la société civile) au point de douter de la sincérité des officiels sur leurs intentions de relance du processus de l'intégration et de la coopération en Afrique centrale, et particulièrement de la CEEAC.

Cette crainte est davantage renforcée par le fait que les Etats appartenant géographiquement à la région cherchent à appartenir à d'autres zones d'intégration qui ont particulièrement réussi, telles que la SADC, COMESA, CEDEAO ou préfèrent, quand cela n'est pas possible, faire cavalier seul.

## **3. Forte politisation des CER et OIG en Afrique centrale**

Les CER et OIG sont des organisations à caractère économique. Elles doivent, en conséquence, être comprises comme tel par les Etats. Or, dans la sous-région, l'emprise du politique sur les CER et OIG est très puissante et finit par rendre ces organisations inopérantes. Cette emprise se manifeste par des sensibilités très fortes lors des prises de décisions, du choix des projets, des animateurs des organisations, de la gestion du personnel du Secrétariat, de leurs comportements (les Etats sont très sensibles aux critiques à leur endroit), etc. Les responsables politiques ont reconnu cet état de fait ainsi que leurs implications négatives sur le processus d'intégration dans la région. Ailleurs, à la SADC, COMESA ou CEDEAO, ce genre de problème doit éventuellement se poser, mais sûrement dans une moindre mesure. On le constate au niveau des réalisations obtenues par ces organisations.

## **4. Déficit de capacité d'analyse pour évaluer les coûts et avantages de l'intégration**

Certains Etats ont justifié leur scepticisme vis-à-vis de l'intégration et de la coopération régionales et leur désengagement des institutions communautaires par une mauvaise répartition des rôles, des coûts et bénéfices de l'intégration.

En réalité le problème se présente autrement. Les Etats membres ont des déficits notoires en matière des capacités d'analyse et d'évaluation des coûts et avantages qu'ils pourraient tirer d'une participation au processus d'intégration et de coopération régionales.

#### **5. Absence de pays ou de groupes de pays engagés pour la cause de l'intégration et disposés à jouer le rôle de leadership**

L'intégration est un processus comparable à un train. Il lui faut de la locomotive. En Europe, la France et l'Allemagne jouent ce rôle. Sur le Continent, à la CEDEAO, le Nigeria et la Côte d'Ivoire, principalement, mais aussi le Ghana ; à la SADC, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ; au COMESA, le Zimbabwe. En Afrique centrale, au niveau de la CEEAC, aucun pays n'a voulu jouer ce rôle, alors qu'il y a des pays suffisamment dotés de moyens pour le faire. On constate malheureusement, que les pays sont plutôt prêts à revendiquer les bénéfices, les postes mais refusent d'assumer des responsabilités inhérentes au leadership. Ils compromettent, par ce comportement le progrès du processus d'intégration dans la région.

#### **6. Egoïsmes nationaux et affirmation exacerbée de la souveraineté nationale**

Ce comportement est souvent considéré comme étant l'une des entraves fondamentales à l'intégration dans la région. Fréquemment, les Etats membres affirment leur attachement à l'intégration, mais en réalité ils ne sont pas prêts à faire des concessions de souveraineté. Or, il n'y a pas d'intégration sans échanges, ni transfert d'une parcelle des prérogatives nationales à un organe supranational.

De même, l'absence de traditions intégratives que l'on constate dans la région, fort attachement à son terroir, et idée d'autosuffisance, accentuent leurs réflexes d'égoïsme national et ne facilitent pas l'intégration.

#### **7. Difficultés de déplacement dans la région (immigration difficile, inexistence d'infrastructures de communication, tracasseries policières et douanières)**

De l'avis des interlocuteurs de la mission, l'Afrique centrale est la région où le déplacement est le plus difficile pour ses propres ressortissants. La mission a reçu des témoignages poignants des opérateurs économiques, des étudiants, professionnels, et même des cadres sur les difficultés qu'ils rencontrent pour se déplacer dans le cadre de leurs activités. Ces difficultés sont les suivantes :

- l'entrée et le séjour dans le territoire d'un autre Etat membre. Les entrées sont soumises à l'obtention de visas, nonobstant la décision sur la libre circulation des personnes adoptée par tous les Etats membres dans le cadre de la CEEAC et même de l'UDEAC/CEMAC. Tous les Etats continuent d'exiger le visa d'entrée sur leurs territoires. Quand bien même ce visa est accordé, il ne représente pas, pour autant, une garantie pour son détenteur dans la mesure où les agents de l'immigration aux frontières peuvent arbitrairement décider autrement. Ce problème a été dépassé en Afrique de l'Ouest où les citoyens des Etats membres de la CEDEAO, par exemple, circulent librement avec pour seul document la carte d'identité nationale.
- la circulation à l'intérieur des Etats membres. Dans certains Etats, la circulation à l'intérieur pour les citoyens des autres Etats membres, particulièrement les opérateurs économiques, hommes et femmes d'affaires du circuit informel, est un calvaire. Ils sont soumis à des fouilles en règle, et systématiques ainsi que leurs transporteurs. Même en règle, ils doivent payer des taxes imaginaires ou se soumettre à toute autre volonté des agents de police, de la gendarmerie, et des douanes. Il faut noter que chacun de ces corps impose ses barrières routières au long du parcours interne jusqu'aux frontières. Pour ces hommes et femmes courageux, c'est un vrai 'parcours de combattant' que de faire des affaires dans ces pays. Certains se découragent à terme, d'autres continuent malgré eux. Au niveau des aéroports, la vie des voyageurs n'est guère moins facile, on retrouve les mêmes difficultés. Selon certains témoignages, au temps colonial, il y avait un grand brassage des populations africaines car ce genre de tracasseries n'existait pas. L'intégration des populations était intense.

#### **8. Multiplicité des CER et des OIG travaillant en vase clos et développant des activités plutôt concurrentes que complémentaires**

Il a été noté que la multiplicité des CER et des OIG a constitué un obstacle à l'intégration et à la coopération régionales dans la mesure où elles ont développé des activités concurrentes conduisant, de ce fait, aux doubles emplois au gaspillage de ressources. C'est le cas de la CEEAC, UDEAC/CEMAC, CEPGL et de la COREP et CEBEVIRA. Pour les interlocuteurs de la mission, une rationalisation des activités de ces différentes organisations s'impose.

#### **9. Absence d'une identité précise de l'Afrique centrale**

Géographiquement, et selon l'OUA, l'Afrique centrale se compose des onze pays membres de la CEEAC connus. Mais dans la pratique, certains Etats préfèrent

s'identifier à l'Afrique de l'Ouest, à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique Australe. Certaines institutions internationales font aussi cette classification, ce qui ne facilite pas la même compréhension de l'identité de l'Afrique centrale. Des Etats ont manifesté leur inquiétude à ce sujet, bien perceptible dans les fora internationaux,

#### **10. Inexistence de sources sûres et autonomes de financement des secrétariats généraux des CER et OIG**

L'une des difficultés majeures de l'intégration et de la coopération régionales réside dans la situation financière difficile que connaissent les CER et les OIG. Toutes les personnalités rencontrées ont été unanimes pour reconnaître que cette situation relève du fait que les contributions sont payées à travers le trésor public. Aussi, suggèrent-elles que d'autres mécanismes soient recherchés, en se fondant sur des sources sûres et autonomes de collecte de fonds afin, d'une part, de garantir un fonctionnement normal des institutions d'intégration et, d'autre part, de dégager des surplus susceptibles de financer des objectifs communautaires.

#### **11. Absence des projets intégrateurs tenant compte des besoins et des réalités des Etats**

Dans tous les pays visités, il a été reconnu que l'une des causes du désintéressement des Etats à l'intégration en Afrique centrale est l'inexistence des réalisations d'intérêt commun aux Etats comme, par exemple, les routes, ports et ponts communautaires, aménagement des bassins des fleuves pour la construction des barrages communs de distribution de l'énergie et de l'eau, achat et exploitation des satellites ou autres unités de communication, sociétés communes de transport aérien, terrestre, fluvial, maritime, instituts de recherche, usines de transformation des métaux, etc., les impliquant directement ainsi que les privés de la sous-région dans les capitaux de ces réalisations. Ces projets communautaires créeraient davantage de confiance entre les Etats, éviteraient certains conflits que connaissent la région et contribueraient à la solution de certains problèmes quotidiens des populations. Pour les personnes rencontrées, l'existence de ces réalisations donnerait évidemment un sens à l'intégration.

#### **12. Insuffisances institutionnelles**

Plusieurs opinions relevées par la mission notent les pouvoirs excessifs des organes de décision des CER et OIG au détriment des secrétariats exécutifs, l'inexistence d'une instance parlementaire dans le processus de conduite de l'intégration, et la non application des décisions communautaires.

### **a) Pouvoirs excessifs des instances politiques communautaires**

Le rôle des instances politiques communautaires, particulièrement celles de la Conférence des Chefs d'Etat est décisif dans le fonctionnement de la Communauté. Les secrétariats exécutifs ne sont que des exécutants et, de ce fait, ne sont pas habilités à prendre des initiatives, y compris pour son propre fonctionnement au quotidien puisqu'il faut se référer à ces instances pour obtenir leurs accords. Il en est ainsi, par exemple, pour le recrutement des cadres, recherche de l'assistance, et la signature des accords et autres faits liés à la gestion des secrétariats.

### **b) L'inexistence d'une instance parlementaire dans le processus d'intégration**

L'intégration régionale telle qu'elle est comprise par les Etats, s'agit d'une affaire du pouvoir exécutif et de l'administration. Or, les auteurs et bénéficiaires de l'intégration, c'est le peuple. A cet égard, il est tout à fait normal qu'il soit représenté au niveau de la structure de prise des décisions qui le concernent. Les Européens ont compris cette réalité depuis la création de leur communauté.

Les parlementaires visités pendant la mission ont relevé cette insuffisance au niveau de la Communauté, et ont suggéré que cette question soit prise en compte dans la redynamisation de l'intégration et dans la relance de la CEEAC. Ils souhaitent avoir un droit de regard sur le processus d'intégration et suggèrent qu'en cas d'un accord de principe de la Conférence, une réflexion préalable des parlementaires de la région ait lieu afin de déterminer le rôle qui serait le leur dans la Communauté. Par ailleurs, ils estiment que l'intervention des parlementaires pourrait contribuer à résoudre et à prévenir des tensions et des conflits en Afrique centrale.

### **c) La non application des décisions communautaires**

L'intégration est un acte volontaire des Etats, par contre, l'application des décisions qu'ils prennent est obligatoire. Mais, les Etats membres ont toujours fait fi de ces décisions. Or, si les décisions communautaires ne sont pas appliquées, le processus d'intégration et de coopération est bloqué. C'est le cas des CER et des OIG de la région. Par ailleurs, ces organisations ont été conçues de manière à ne disposer d'aucun pouvoir pour imposer l'application des décisions communautaires. L'exemple européen est édifiant à ce sujet.

**13. Manque de sensibilisation à la base, non-implication des opérateurs économiques et de la société civile dans le processus d'intégration**

La mission a noté l'intérêt de ces différentes couches de la société pour leur intégration et implication dans ce processus. Elles estiment qu'en tant qu'acteurs et bénéficiaires de l'intégration, elles sont des partenaires de fait des Etats et, à cet égard, elles sont aussi concernées par l'intégration et la coopération. Mais, jusqu'à présent, elles ont été marginalisées alors que leur contribution à la réussite de ce processus est déterminante. Aussi elles recommandent qu'une nouvelle stratégie soit mise en place basée sur des apports de tous les partenaires de la société.

**IV. SOLUTIONS POSSIBLES AUX INSUFFISANCES ET DIFFICULTES**

Au regard des insuffisances et difficultés qui bloquent le processus de l'intégration et la coopération régionales en Afrique centrale, la mission a recueilli plusieurs propositions de solutions. Certaines sont liées au contexte de crise caractérisé par les conflits internes et inter-étatiques ; d'autres sont relatives à la vision même de l'intégration et la coopération régionales face à la mondialisation. D'autres solutions tiennent compte des nouvelles données actuelles marquées par l'émergence de la société civile ; d'autres sont encore liées à la coexistence des trois communautés, aux conditions de leur financement dans la sous-région et aux mutations technologiques dans les domaines de la communication, télécommunication et infrastructure.

**1. Solutions liées au contexte de crise**

Tous les Etats membres visités ont noté que seule la préservation de la paix, de la sécurité, et de la stabilité créera un cadre favorable au développement du processus d'intégration et de coopération régionales en Afrique, en général, et en Afrique centrale, en particulier. Ils estiment que la gestion, la résolution et la prévention des conflits constituent un domaine d'activité à inclure dans les structures opérationnelles du Secrétariat de la CEEAC rénovée. Les Etats estiment également que la culture de la paix et de la solidarité doit être développée entre les peuples de la sous-région.

**2. Solutions liées à la vision même de l'intégration**

La mission a noté la préoccupation essentielle des Etats membres selon laquelle le contexte actuel de la mondialisation, eu égard la faiblesse de leurs économies



respectives, devrait les inciter à considérer l'intégration comme une solution commune pour affronter les défis majeurs du troisième millénaire.

A cet égard, ils doivent tenir compte de la nécessité de relancer le processus d'intégration et de coopération dans la région sur des bases sûres en respectant scrupuleusement les principes de solidarité, de supranationalité, et de défense des intérêts des peuples de la région. Le cadre régional doit être la voie privilégiée pour la concertation des politiques économiques et des mesures à adopter vis-à-vis de l'extérieur, l'objectif étant de constituer une force solide pour imposer des nouvelles pratiques aux capitaux et aux investissements étrangers, en vue de régler les problèmes fondamentaux auxquels sont confrontés les Etats membres : pertes immenses dans l'exploitation de leurs ressources, leur transformation hors-zone et création par conséquent, du chômage, de la pauvreté et des tensions sociales.

### **3. Solutions liées à la dimension humaine de l'intégration**

La mission a noté, dans les Etats membres, la volonté d'une nouvelle orientation de l'intégration et de la coopération régionales axée principalement sur la nécessité de prendre en compte l'Homme en tant qu'acteur et bénéficiaire du processus de cette intégration et coopération régionales. Dans ce cadre, les Etats recommandent comme solutions possibles au processus d'intégration :

- La participation active de tous les acteurs et bénéficiaires du processus d'intégration et de coopération régionales ;
- L'instauration d'un cadre de concertation Gouvernement/ONG/privé ;
- La création d'un cadre des organisations de la société civile ;
- La création d'un espace (forum) d'échange permettant l'utilisation rationnelle des compétences de la sous-région ; et
- L'incitation à la contribution de l'intelligentsia africaine de la diaspora au processus d'intégration et de coopération régionales africaines.

### **4. Solutions liées à la coexistence de plusieurs communautés dans la région**

Cette catégorie renferme plusieurs types de solutions proposées :

- Concernant la présence des trois communautés CEEAC (UDEAC/CEMAC et CEPGL), les Etats membres préconisent une synergie d'actions et des alliances stratégiques entre elles ;
- S'agissant du financement des trois organisations, les Etats recommandent de mettre en place un mécanisme autonome dont le bénéfice devrait également

profiter aux organisations intergouvernementales (OIG) œuvrant dans la sous-région ; et

- Quant à la gestion du cadre macro-économique, les Etats préconisent :
  - l'harmonisation, la planification et la rationalisation des programmes d'intégration ;
  - la promotion des projets d'intérêt communs et des projets intégrateurs ;
  - la mise en place d'un fonds de solidarité et d'assistance dans l'esprit du Traité de la CEEAC ;
  - la libre circulation des facteurs de production ;
  - la maîtrise et l'autonomie de la monnaie (FCFA) et son expansion et utilisation comme outil d'intégration.

## V. DOMAINES DE CONCENTRATION

Les domaines de concentration sont des objectifs majeurs auxquels doivent se fixer l'intégration et la coopération en Afrique pour permettre au continent de sortir de la situation actuelle dans laquelle il se trouve et le propulser dans le III<sup>e</sup> millénaire en condition de mieux affronter la mondialisation et les problèmes auxquels les Etats sont confrontés.

Au cours des différents échanges de vues sur les domaines de concentration de l'intégration et de la coopération régionales avec des groupes cibles dans les pays visités, la mission a noté que certains d'entre eux revenaient souvent, comme un leitmotiv présentant une légère modification par rapport à ceux que la réunion ad hoc du groupe d'experts a adoptés. Il s'agit de :

- Intégration humaine
- Capacité d'analyse, d'action, d'intervention, de communication et de négociation.
- Intégration physique, économique et monétaire ;
- Paix, sécurité, et stabilité ;

### a) Intégration humaine

Ce domaine de concentration est revenu plusieurs fois dans presque toutes les rencontres et débats que la mission a eus avec ses interlocuteurs. En effet, estiment-ils, les grands problèmes auxquels l'Afrique est actuellement confrontée, notamment les guerres civiles et ethniques, le sous-développement, la délinquance,

la pauvreté, le chômage, le trafic de drogues, les braquages, etc., sont révélateurs qu'à la base, il y a une crise de l'Homme.

Bon nombre de ces problèmes sont exogènes à la culture et la tradition africaine. Mais l'intégration du Continent dans le système mondial a conduit l'Homme africain, particulièrement l'intelligentsia et les citoyens, à des comportements incompatibles avec les valeurs africaines. Les exemples donnés sont nombreux : les conflits en RDC, Congo, Rwanda, Burundi, RCA, Angola démontrent que les Africains, particulièrement ceux d'Afrique centrale, ont perdu certains repères. Certains dans les pays visités pensent que c'est la méconnaissance de l'Homme, de ses motivations profondes et de ses intérêts vitaux, qui engendrent des incompréhensions et provoquent des conflits.

Aussi, estiment-ils qu'il y a donc lieu de restaurer ses valeurs. L'intégration et la coopération régionales peuvent être le moyen d'y parvenir dans la mesure où elles permettent de créer le cadre optimal d'échanges et de concertation entre Etats, et peuples de la région.

L'intégration humaine proposée par les Etats membres implique plusieurs engagements dont :

- La création d'un Parlement communautaire et, dans l'immédiat, une harmonisation des actions des parlements nationaux à travers un réseau;
- Le renforcement des paramètres sociaux de l'intégration, en particulier, la culture de la paix, de la solidarité et de la confiance mutuelle des peuples ;
- L'engagement de faciliter la libre circulation des personnes, les échanges culturels, et la formation réciproque des jeunes dans les institutions socio-éducatives et universitaires des Etats membres.

#### **b) Développement des capacités d'analyse, d'action, d'intervention, de communication et de négociation**

Le renforcement et le développement des capacités de gestion, de programmation stratégique et de négociation ont été maintes fois évoqués par les acteurs et bénéficiaires de l'intégration et de coopération régionales. Le déficit des capacités d'analyse est une donnée malheureusement patente dans la plupart des Etats.

Les interlocuteurs de la mission ont estimé que la redynamisation de l'intégration suppose que les Etats membres disposent des capacités d'agir en

connaissance de cause. Cet objectif peut faire l'objet d'un partenariat avec la CEA, à travers son Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique centrale. Ce Centre envisage de prendre une série d'initiatives en matière de renforcement des capacités des CER et OIG. Entre autres, il est prévu la mise en place d'un réseau de cadres politiques et techniques des Etats membres intéressés par les questions d'intégration et de coopération régionales, d'une base de données et d'informations, d'une banque d'instruments d'analyse et d'une formation à distance et le développement d'un site Internet.

La CEEAC et les autres CER et OIG pourront bénéficier de ces moyens pour, d'une part, renforcer leurs propres capacités et, d'autre part, aider les Etats membres.

### **c) Intégration physique, économique et monétaire**

Conformément aux visions des Etats, la création d'un espace physique et économiquement intégré et harmonieux est un objectif qu'il faut impérativement atteindre. Les personnes rencontrées ont évoqué avec insistance cette nécessité.

En effet, elles estiment qu'il serait difficile d'envisager l'intégration humaine et la résolution des conflits s'il n'y a pas de progrès en intégration physique, économique et monétaire.

Les Etats recèlent des potentialités, mais leurs nécessités sont nombreuses :

- Les marchés nationaux sont exigus. Il leur faut donc des consommateurs ;
- Il leur faut des infrastructures de communication et de télécommunication interconnectées ;
- Les monnaies nationales sont inconvertibles, donc il faut une coopération monétaire.

### **d) Paix, sécurité et stabilité**

Il a été unanimement reconnu par les Etats qu'il est difficile, voire impossible, d'envisager un processus d'intégration et de coopération viables sans tenir compte du problème de l'insécurité. Elle est engendrée par les situations suivantes :

- Conflits armés internes et inter-Etats appartenant à une même région ;

- Phénomènes sociaux tels que le chômage, la pauvreté, l'exclusion sociale. L'exemple de 'coupeurs de route', des réseaux des malfaiteurs, trafiquants de drogue en Afrique centrale ;
- Instabilité politique, découlant du manque de liberté d'expression, de tolérance, du verrouillage du système, et
- Inexistence des dispositifs juridiques et judiciaires appropriés pour sécuriser les investissements et capitaux des nationaux et des étrangers.

L'Union européenne constitue, à cet égard, un exemple dont il faut tirer des enseignements. La mise en place de l'Union a été conditionnée à la solution de ces problèmes. D'une part, un mécanisme de règlement, d'intervention et de suivi des conflits a été mis en place (Nato) pour éviter des nouveaux dérapages comme celui qui a amené l'Allemagne à déstabiliser toute l'Europe. D'autre part, des conditionnalités ont été fixées en vue de discipliner les Etats souhaitant adhérer à l'organisation (culture et respect de la paix, critères de convergence, démocratisation, esprit de solidarité, etc.). L'ECOMOG a été souvent citée comme exemple à suivre en Afrique centrale.

En Afrique, en général, et en Afrique centrale, en particulier, les réalités démontrent qu'il faut désormais prêter une attention toute particulière à ce genre de problème en vue d'envisager le processus d'intégration dans la sérénité.

Ainsi, tous les pays visités ont insisté sur la nécessité de considérer ce problème comme un domaine de priorité absolue dont il faut tenir compte dans le cadre de la redynamisation de l'intégration régionale et la relance de la CEEAC. Les cadres et les populations ont exprimé le désir que l'Afrique centrale soit une zone de paix, de sécurité et de stabilité tant sociale que politique, et ont demandé aux décideurs de tout mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs dont ils pourront jouir chez eux.

## **VI. ROLE ET RESPONSABILITES DE LA CEEAC RENOVEE**

La CEEAC rénovée constituera, avec les quatre autres communautés économiques régionales, les piliers de la Communauté Economique Africaine (AEC), comme cela est reconnu dans le Traité d'Abuja.

Lors de la visite dans les Etats, ce problème du rôle et des responsabilités des CER a été évoqué plusieurs fois dans une perspective de rationalisation et d'efficacité. Tous les interlocuteurs de la mission pensent que les CER et OIG peuvent, pour l'instant, cohabiter mais qu'il faudrait instaurer un système d'alliance stratégique entre elles dans lequel la CEEAC pourrait avoir un rôle d'organisation

stratège, s'occupant plutôt des problèmes qui intéressent l'ensemble de la région et servant en même temps de passerelle entre trois groupes de pays qui composent la région, à savoir les pays membres de l'UDEAC/CEMAC, de la CEPGL, et ceux n'appartenant à aucune de ces deux organisations.

A cet égard, elle pourrait s'occuper de :

**a) Développement de la culture de l'intégration humaine**

Ce concept repose sur le fait que les crises que connaît la région sont avant tout humaines et que tout doit être fait pour que la CEEAC prenne en compte l'homme comme le principal facteur dans le processus d'intégration. Dans ce domaine, la libre circulation des personnes devient une nécessité impérieuse et devrait être accompagnée par des échanges culturels, rencontres entre opérateurs économiques, etc.

**b) Développement des capacités d'analyse, d'action, d'initiative, d'intervention entrepreneuriale, de communication et de négociation**

Les compétences nationales et régionales en matières d'analyse et d'examen des avantages et coûts sont assez limitées dans la région. Même quand elles existent, elles ne sont pas le plus souvent mises là où il faut. Il faut donc investir dans le développement, le renforcement et le redéploiement des capacités d'analyse, d'action, d'intervention de communication et de négociation. La CEEAC rénovée devra profiter de l'expérience du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale pour faire du développement des capacités une de ses priorités afin que la sous-région soit dotée d'un potentiel d'analystes et négociateurs de grande qualité.

**c) Développement de l'intégration physique, économique et monétaire**

Il s'agit ici d'un domaine classique de l'intégration mais on pense que la CEEAC devrait avoir des priorités, notamment de:

- L'instauration d'un système d'intégration monétaire et bancaire ;
- La création des infrastructures de transports et de communications (y compris l'harmonisation des réglementations y référantes) ;

- La mise en place d'autres projets intégrateurs, notamment dans des domaines sectoriels tels que l'énergie, l'eau, la transformation des métaux, la pétrochimie, etc. ;
- La mise en place d'une politique de sécurité alimentaire ;
- La création d'un mécanisme de financement autonome pour l'ensemble des CER et OIG ;
- L'association du secteur privé et de la société civile au processus d'intégration ; et
- La promotion d'un cadre d'émergence des ONG.

**d) Développement des capacités de paix, sécurité et stabilité**

Un mécanisme de prévention, de gestion et résolution des conflits devrait être mis en place dans la mesure où il a été unanimement reconnu que la principale difficulté pour l'intégration en Afrique centrale était due à l'insécurité, caractérisée par les conflits à la fois internes et inter étatiques, mais aussi par le grand banditisme qui sévit aux frontières de certains Etats, la criminalité et le trafic des stupéfiants.

Le parlement régional dont la création a été proposée pourrait jouer un rôle déterminant dans ce domaine.

**VII. ROLES ET RESPONSABILITES DE LA CEMAC, DE LA CEPGL ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**

Le rôle de pilier de la CEEAC étant reconnu, cette dernière devrait toutefois travailler en synergie avec les deux principales communautés économiques sous-régionales que sont la CEMAC et la CEPGL mais aussi avec les organisations intergouvernementales de la région. Cela suppose une harmonisation de leurs politiques et une intégration de leurs activités. Ainsi, devraient être maintenus et renforcés les acquis de ces organisations sous-régionales et étendus à l'ensemble de la CEEAC. Ces acquis concernent notamment :

- La réforme fiscal-douanière par l'UDEAC/CEMAC ;
- La coopération financière et monétaire par l'intermédiaire du FCFA qui existe déjà dans la zone CEMAC ;
- Les institutions de recherche et d'enseignement supérieur de la CEPGL telles que l'Institut de recherche agronomique et zootechnique (IRAZ) et l'Institut de recherche sur les maladies tropicales (IRMT).

## **VIII. CONTRIBUTION DES ETATS MEMBRES, DE LA COORDINATION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES, DU SECTEUR PRIVE ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE**

### **a) Les Etats membres**

Il a été noté la volonté de la part des Etats membres de participer à la réussite du processus de redynamisation de l'intégration. Premièrement, ils sont tous disposés à verser leurs contributions au budget du Secrétariat général suivant la pratique en vigueur. Ensuite, ils sont disposés à créer des facilités pour d'autres Etats se trouvant face à des difficultés particulières.

C'est ainsi que les pays comme le Cameroun, le Congo, la RDC, l'Angola considérés comme des pays côtiers disposant d'infrastructures telles que les ports, routes, voies ferrées, etc. sont prêts à les viabiliser, s'il en est besoin, pour permettre leur utilisation par des pays membres qui en auraient besoin, principalement les pays enclavés.

Les pays sont prêts à donner d'autres contributions, comme par exemple permettre aux Etats membres ou privés de la région de prendre des participations dans les sociétés en voie de privatisation.

Quant à ceux des pays membres appartenant simultanément à d'autres zones d'intégration, ils ont manifesté leur entière disposition à partager les expériences acquises dans ces zones avec les Etats membres de la CEEAC.

C'est ainsi de l'Angola pour les projets de l'eau et de l'énergie au sein de la SADC et du COMESA.

### **b) La coordination du Système des Nations Unies**

Dans cette relance de la CEEAC, les coordinations du Système des Nations Unies de tous les pays visités souhaitent que le nouveau programme prenne en compte la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le rôle de la femme dans le processus de développement ainsi que la bonne gouvernance. Ce sont autant de domaines pour lesquels ils sont disposés à apporter leur assistance. Mais il y a aussi et surtout l'un des quatre domaines de concentration, à savoir le développement des capacités d'analyse, d'intervention, d'action, de communication et de négociation pour lequel le CDSR-AC souhaite prendre le leadership.



Dans le développement de ces capacités, l'OUA/AEC qui forme, avec la CEA et la BAD, un secrétariat conjoint doit apporter toute son assistance en utilisant pleinement son Unité d'analyse des politiques (PASU). Le PNUD qui est déjà engagé dans l'assistance à l'intégration régionale y jouera naturellement un grand rôle.

**c) Le secteur privé, les ONG, les organisations de la société civile, et la communication**

C'est une évidence aujourd'hui de dire que le secteur privé, les ONG et la société civile doivent participer au processus de développement aux côtés de l'Etat qui manifestement ne peut tout entreprendre. De même, cette participation au processus d'intégration régionale est incontournable. Les pays visités l'ont réclamé tout au long de cette mission circulaire. C'est pourquoi, il est important que la CEEAC mette en place des mécanismes de consultation avec les ONG, les organisations et associations socio-économiques, la communication dans le but d'encourager et d'assurer leur adhésion au processus d'intégration de l'Afrique centrale et partant de tout le continent.

## **IX. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

La mission s'est bien déroulée dans les Etats membres. Au cours des différentes rencontres, elle a constaté que tous ses interlocuteurs, tant officiels que privés, et membres de la société civile ont manifesté l'intérêt pour la redynamisation de l'intégration dans la région ainsi qu'à la relance de la CEEAC.

Tous ont été unanimes pour reconnaître que la région est en retard en matière d'intégration par rapport à d'autres zones et ont essayé de faire un rapprochement entre les conflits et autres maux que connaît la région et ce retard. C'est pourquoi, l'initiative de la Conférence a été accueillie favorablement par tous. De même, la méthode d'approche de collecte de données adoptée par le Centre consistant à rencontrer tous les auteurs et bénéficiaires de l'intégration, a été considérée comme une première, et fortement louée.

Dans ces contacts, la mission n'a pas rencontré que des interlocuteurs enthousiastes, mais aussi des sceptiques, particulièrement des opérateurs économiques et membres de la société civile qui ont tenu à exprimer des inquiétudes quant à la volonté réelle des décideurs de parvenir à relancer l'intégration et la coopération régionales de manière décisive. Les différentes expériences du passé expliquent ce comportement, mais face aux défis actuels, notamment la mondialisation, le Programme d'ajustement structurel, le poids de la

dette, l'avenir incertain des populations, la fracture sociale, les conflits, etc., ils gardent toutefois l'espoir que les autorités sauront comprendre la gravité de la situation et feront tout pour éviter une nouvelle déception.

Quant aux modalités de relance, la mission a pu noter que les différentes interventions ont esquissé des stratégies nouvelles à adopter pour l'intégration et la coopération, des contenus de programmes et des visions et attentes.

En ce qui concerne les stratégies, il a été noté, particulièrement, la nécessité d'établir dans la région une alliance entre la CEEAC - UDEAC/CEMAC et la CEPGL, fondée sur des acquis des uns et des autres, la CEEAC jouant le rôle d'organisation stratège et chef de file de l'intégration, en sa qualité de cinquième pilier de la Communauté économique africaine, tel que prévu par le Traité d'Abuja. L'UDEAC/CEMAC, la CEPGL et le OIG s'occuperaient des domaines où elles ont enregistré des avancées significatives pour l'ensemble de la région. Il a été souhaité, à cet effet, que l'extension des acquis de ces organisations à d'autres Etats membres se fasse à vitesse différenciée.

Une autre innovation qui mérite d'être soulignée est la volonté de tous que les privés, la société civile et les parlementaires soient impliqués dans le processus d'intégration. Par ailleurs ils ont souhaité qu'il y ait une clarification sur l'identité de l'Afrique centrale et aussi que certains des pays membres se décident à jouer le rôle de leadership pour faire avancer l'intégration dans la région. Enfin, il faut qu'un système de financement autonome des communautés soit adopté.

En ce qui concerne la vision, les attentes et le programme, il est à noter particulièrement la volonté de faire de la région une zone de paix et de stabilité, de croissance économique rapide et d'intégration réelle. De ce qui précède la mission fait les recommandations suivantes :

- Adoption du document relatif au cadre stratégique d'intégration et de la coopération pour l'Afrique centrale ;
- Elaboration d'un programme de relance sur trois ans ;
- Adoption d'un nouvel organigramme pour le Secrétariat général ;
- Révision du Traité de la CEEAC en vue de l'adapter à la nouvelle situation ;
- Adoption d'une diplomatie communautaire envisageant l'instauration des antennes de la CEEAC dans les Etats membres ;
- Prise d'une décision immédiate pour soulager la situation d'embargo qui est imposé au Burundi par certains pays. Cette décision concerne surtout le transport aérien.

## **MISSION DE RELANCE DE LA CEEAC**

### **A. PROGRAMME DE TRAVAIL**

### **B. CALENDRIER DE MISSION**

### **C. MEMBRES DE LA MISSION**

#### **▪ Burundi**

M. Nkengurutse Emmanuel, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme

#### **▪ Cameroun**

M. Nkodo Ze Anatole, Attaché de Cabinet à la Présidence de la République

#### **▪ Gabon**

M. Ntoutoume Jean Luc, Haut Commissaire auprès du Ministère du commerce, de l'industrie, des petites et moyennes industries et de l'artisanat

#### **▪ Guinée équatoriale**

M. Essono Ava Tomas, Inspecteur des finances, Ministère de l'économie et des finances

#### **▪ Tchad**

M. Koumtog Laotegguelnodji, Conseiller à la Direction générale, Ministère des finances et de l'économie

#### **▪ Organisation de l'Unité africaine (OUA)**

M. Moussa Tcha, Ambassadeur, Représentant de l'OUA

- **Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)**

M. Bonfim Carlos, Expert, Représentant le Secrétariat de la CEEAC

- **Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale (CDSR-AC)**

M. Niang Abdoulaye, Directeur a.i., Chef de la mission

M. Iro Addo, Economiste Principal

M. Yama Albert, Spécialiste des mines

M. Kamara Nangnigui David, Economiste Industriel

Mme Bakyono Anne-Marie, Economiste

M. Biao Barthélemy, Professeur à l'Université de Yaoundé II, Consultant, Personne-Ressource de la mission

M. Bibang Richard, Agronome, Ancien Fonctionnaire de la CEEAC

M. Mbang F. Luc, Journaliste, Consultant en Communication

## **D. PERSONNES RENCONTREES**

### **1. CAMEROUN**

- **Ministère de l'économie et des finances**

M. Mbappou Edjenguele René, CTS

M. Obam Mbom Samuel, DCE

Mme Oyono Jacqueline, DB

M. Mandeng, DP

M. Olenguena, Secrétaire Général

- **Ministère des investissements publics et de l'aménagement du territoire**

M. Ndioro Justin, Ministre

M. Secrétaire Général

M. Djoumessi, Directeur de la planification

M. Logmon,

- **Ministère de la communication**

M. Ze Nguele, Ministre

- **Ministère des transports**

Mme Essombe Grace, Chef de Division Etudes et Planification

M. Amanda Pierre, Cadre DEDP/CEA

M. Ekoto Abete Thomas, DEDP

M. Ngombe Eucharie, Chef Cellule Etude  
M. Faure Jean-Paul, Conseiller  
M. Sindeu Jean Bernard, Coordonnateur

▪ **Ministère de l'enseignement supérieur**

M. Owona Atéba, Secrétaire Général  
M. Akono Nko Do Alexandre, CEA2/CAB  
M. Smith Arrey, Cadre  
M. Mewoli Boulchard, Chef de la Division de la Recherche

▪ **Banque Centrale de Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)**

M. Ntang Gilbert, Directeur de la Prévision  
M. Mbe-Emane P. Directeur Adjoint des Etudes

▪ **Assemblée Nationale**

Secrétaire Général

▪ **Coordination du Système des Nations Unies**

M. Dazogbo S. N., Coordonnateur Résident a.i. et Représentant de la FAO  
M. Agbénonci Aurélien, Représentant Résident du PNUD  
M. Loubaki G. R. Chargé de Liaison du HCR  
M. Villeneuve P., Représentant de l'UNICEF  
M. Mahiddine Said, Représentant de Zone Afrique Centrale, UIT  
M. Agune Girma, Directeur de l'OIT  
M. F. Achio, Equipe Multidisciplinaire OIT pour l'Afrique Centrale  
Dr Wissack Françoise, Equipe-Pays  
M. Tokpanou D. Philippe, Administrateur de Programme  
M. Onguene Pierre, Représentant Assistant du FNUAP

## **2. GUINEE EQUATORIALE**

▪ **Ministère des affaires étrangères**

M. Esono Nsue José Luis, Directeur Général de la Coopération Internationale

▪ **Ministère de l'information, du tourisme et de la culture**

M. Nguema Essono Lucas, Ministre  
M. Hilario Sisa Torres, Ministre Délégué  
M. Eloy-Ondo Mbomo Nkene, Directeur Général de l'information, radio et télévision  
M. Obiang Mba Toribio, Journaliste à la Présidence

- **Ministère des industries, du commerce et de la promotion des petites et moyennes entreprises**

M. Vidal Choni Becoba, Ministre

M. Pedro-Cristino Bueriberi, Ministre Délégué

M. Oricmi Sokana Sylvestre F, Ingénieur de conception, Direction Générale des Industries

M. Obiang Mengue W., Economiste, Chef de Service du Commerce Extérieur,

M. Genaro Ntutunu

- **Ministère de l'économie et des finances**

M. Baltasar Engonga Ed'jo, Ministre

M. Miguel Abia Biteo, Ministre Délégué

M. Owono Edu Marcelino, Economiste, Directeur Général des Impôts et Taxes

M. Baca Eboro Carlos-Damien, Economiste, Assistant à la Direction Générale des Impôts et Taxes

- **Ministère de l'agriculture, des pêches et chasses**

M. Constantino Ekong Nsue, Ministre

M. Antonio Nculu Asumu, Vice Ministre

M. Diosdado Sergio Osa Mongomo, Directeur Général de l'Agriculture et Extension

- **Ministère des affaires sociales et de la condition féminine**

M. Nzo Esidang Ela, Secrétaire Général

- **Ministère de l'éducation scientifique et de la francophonie**

M. Ntutumu Nguema, Secrétaire Général

- **Ministère des transports et communications**

M. Obama Eca Antonio, Directeur Général des Transports

M. Ondo Efua Consuelo, Directeur Général

- **Ministère de la planification et du développement économique**

M. Tobi Placido M, Ingénieur Statisticien

Mme Envo Bl Eulalia, Juriste

- **Ministère du travail et de la sécurité sociale**

M. Alogo Mba Mariano, Chef de Cabinet

- **Département de la Sûreté Nationale**

M. Ezma Abeme E-M, Commandant de Police, Secrétaire du Département de la Sûreté nationale

### 3. GABON

- **Ministère de la Défense**

M. Mbini Jean-Léonard, Secrétaire Général

- **Ministère de l'Intérieur**

Mme Abaa-Nzue, Fonctionnaire

- **Ministère du commerce, de l'industrie, des petites et moyennes industries, et de l'artisanat**

M. Djounga J. Pierre, Conseiller du directeur Général

M. Attogo Ondo, Conseiller

M. Ebo'o-Obounou, J-A, Directeur des Etudes

M. Kassa J. Maurice, Chef de Service PME/PMI-Art

M. Nnembeng Arthur, Chargé d'Etudes

Mme Andecko Sylvie, Chargé d'Etudes

M. Mve Ondo E. Michel, Chargé d'études

M. Nzengue Dominique, Chargé d'études

- **Ministère de la communication et de la culture**

M. Mobeia Emmanuel, Conseiller Administratif

- **Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**

M. Ndzoungou Jérôme, Secrétaire Général du

- **Ministère des Finances**

M. Ibouanga Bonjean, Chargé d'Etudes

- **Ministère des Affaires Sociales**

M. Tchipandi T. Daniel, Conseiller

- **Ministère de la Justice**

M. Lariot Ombeny Richard, Conseiller économique et financier

M. Nyalike Félix, Conseiller Technique MEC

M. Minko Miella Antoine, Directeur Adjoint de l'Elevage

M. Mangouka, Directeur Général de la Formation, de l'Emploi et des Relations Internationales MDN

M. Ntumpa Jean-Philippe, Directeur des Relations Internationales MDN

- **Patronat**

M. Mefe M. Claude

- **Conseil économique et social**

M. Idomba Augustin

- **Coordination du Système des Nations Unies**

Programme des Nations Unies pour le Développement

M. Toon Vissers, Coordonnateur Résident

M. Mugangu Trinto, Coordonnateur PNUD-GEF

M. Meye Sylvain, Economiste

Fonds des Nations Unies pour la population

Mme Fundira Espérance, Représentante Assistant

M. Tcherevik E., Directeur

UNESCO

M. Gassama Makhily, Représentant

UNICEF



M. Ladjouan M.

Haut Commissariat pour les Réfugiés

Mme Lembeme Lucienne, Assistante de Programmes

Mme Oyoubi Lucette, Chargé de Programmes

▪ **Organisations Intergouvernementales**

Agence de la

M. Ndione Marcel, Directeur

COREP

M. Ndounga Baptême François, Secrétaire Général

ISTA

M. Ndongo Hervé Pascal, Directeur

LNO/PNUD

M. Voubou Bernard Henri

**4. REPUBLIQUE DU CONGO**

▪ **Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération**

M. Mahoungou Louis, Directeur Organisations régionales et sous-régionales de coopération/ONG

M. Malanda Maurice, Chef de Division

▪ **Ministère du commerce extérieur et de la coopération**

M. Okoye Alphonse, Directeur du Commerce Extérieur et de la Coopération

M. Mopenzo Suaka, Conseiller Technique

M. Moumbondo Anselme D., Chef de service de la Coopération

▪ **Ministère d'Etat chargé de la planification**

M. Moulene Camille, Directeur de la coopération économique

M. Ngoma Jean, Directeur des études et de la planification

▪ **Ministère d'Etat chargé de l'agriculture et de l'élevage**

M. Okomba Gilbert, Attaché à l'agriculture

- **Ministère de l'Intérieur**

M. Packoth Marie-Médard, Attaché de Cabinet,

- **Ministère de l'industrie**

M. Galissan Martin, Assistant du Directeur Général

- **Confédération syndicale du patronat congolais (COSYPASSI)**

Dr Galessamy Ibombot Jean, Président de la

- **Chambre consulaire**

M. Ngantsele Martin, Secrétaire Général

- **Chambre de commerce**

M. Bia Etienne, Vice-Président

M. Mabounda Ntsiomo, Chef de section

M. Pihi Joseph, Economiste National, PNUD

## **5. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

- **Ministère de la coopération internationale**

- **Ministère du plan**

- **Ministère du commerce**

## **6. ANGOLA**

- **Ministère des relations extérieures**
- **Ministère du commerce**
- **Coordination du Système des Nations Unies**

## **7. BURUNDI**

- **Présidence de la République**  
S.E. M. Frédéric Bavuginyumvira, Premier Vice Président de la République
- **Ministère des relations extérieures et de la coopération**  
M. Mfayokurera Barthélémi, Conseiller  
M. Siniyunguruza Salvator, Directeur pour l'Afrique et les organisations africaines
- **Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme**
- **Ministère des finances**
- **Assemblée nationale**  
Hon. Baeruke Raphaël, Président de la Commission des affaires économiques  
Hon. Biyombera Simon, Vice-Président de la Commission des affaires économiques  
Hon. Ibanki Nyakamwe Fabien, Secrétaire de la Commission des affaires économiques
- **Chambre de commerce et de l'industrie du Burundi**  
M. Sigejeje Cyrille, Secrétaire Général

- **Ministère de l'information**

M. Rukuki Mamat, Journaliste

M. Mvuruma Pascal, Journaliste Afrique Business

M. Girukwishaka Théophile, Directeur

- **Coordination du Système des Nations Unies**

## **8. RWANDA**

## **9. SAO TOME ET PRINCIPE**

- **Ministère du plan et des finances**

Mme Maria Ds Neves B. de Sousa, Conseiller du Ministre

M. Amelino Castel David, Conseiller

Mme Maria dos Santos F. Directeur des finances

Mme. Idalino Loles Tilita, Ministère du plan et des finances

- **Ministère du commerce**

M. Carlos Gustavo Dos Anjos, Conseiller

M. Joaquim Domingues Fernandes, Conseiller

M. A. Menezes Santos, Direction du commerce

- **Ministère de l'agriculture et de la pêche, DPA**

M. José De Deus Lima De Menezes

- **Ministère de l'équipement social**

M. Martino Tavares, Directeur de Cabinet

- **Ministère de la justice**

M. Silvestre Leite, Magistrat

M. Fernando Neves, MPN/OMS

M. Izido Machado Pereira, C.C.A.I.S.

M. Nelson Da Silva, C.C.A.I.S.

M. Fausto M. Vera Cruz, MESA/D.I.C

M. Leonel Mario d'Alva, NLTPS, Directeur National

M. Antonio Correia, Relations internationales, MNEC

Mme. Ana Paula Xavier A., MNEC

M. Francisco Fernandes, Directeur MNEC

M. Norberto Costa Alegre, Administrateur, ENCO SARL

- **Coordination du Système des Nations Unies**

Programme des Nations Unies pour le Développement

Mme Cécile Molinier, Coordonnateur Résident

M. Antonio Virgas, Economiste

Mme Paloma Aros, Chargée de programme (JPO)

M. J. Rodrigues, Chargé d'information

M. Carlos Trigueros, PNUD

UNICEF

M. Boudewijn Mohr

FNUAP

Mme Victoria D'Alva

Programme alimentaire mondial

M. Djossa Bienvenu, Chargé de Bureau

Banque africaine de développement

M. Heller Costa Neto, Chargé de programme

**10. TCHAD**

▪ **Ministère des affaires étrangères et de la coopération**

M. Naainla Ngarry-Mbailao

M. Dassidy Djevet

▪ **Ministère du développement industriel, commercial et de l'artisanat**

M. Detomal Nahogoum

Mme Djimtamra Louise

M. Mbaikombe Guetimbaye

▪ **Ministère de l'action sociale et de la famille**

M. Hisseine Mahamat

▪ **Ministère de l'agriculture**

Mme Adoumbaye Allassiam

▪ **Ministère des travaux publics, du transport, de l'habitat et de l'urbanisme**

M. Idriss Goukouny,

▪ **Ministère de la défense**

Colonel Ngomine Berdimadoi

▪ **Ministère de l'information**

M. Bayabe Gonaya Ernest, Journaliste au "Progrès"

▪ **Parlement tchadien**

M. Agakar M. Djibriné, Président de la Commission communication et droits fondamentaux

Mme Koumandial Marie Nanalbaye, Présidente de la Commission santé, affaires sociales, condition de la femme, et droit de l'enfant  
M. Alhadji Abakaka, Président de la Commission économique, développement et plan  
M. Mahamat Sénoussi Khatin, Président de la Commission politique générale, institutions, lois, affaires administratives et judiciaires  
M. Moussa Kadam, Président de la Commission éducation  
M. Soungui Ahmed, Président de la Commission budget, finances et comptabilité publique  
M. Ngaramadji Ngarobe Kagta, Questeur adjoint  
M. Lol Mahamat L. Président de la Commission des affaires  
M. Kreynan Houralbaye, Président

▪ **Débats publics**

Parlementaires

M. Issaka Marroua, Député  
Mme Ildjima Abdraman, Député  
M. Oumar Moumini, Député  
M. Abdoulay M. Khazali, Député  
M. Abdoulaye Adoum Guesha, Député  
M. Ahmat Issa Issakha, Député  
M. Ahmat Tom Zakaria, Député  
M. Mbaitoudji, D. Député

Fonctionnaires

M. Djibdaou Tchang, Président de l'UECT  
M. Issa Ngarmbama, Directeur de Cabinet du Premier Ministre  
M. Ngarry Mathias, Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
M. Sazoulang Douh, Consultant, Secrétaire général du FNCT  
M. Bourima Abdissi A. Directeur de Cabinet au Ministère d'Etat  
M. Youssouf Abassalah, Directeur général au Ministère du commerce  
M. Mahamat Abba Kebir, Conseiller d'orientation  
M. Oumar Abdallah, Directeur du Commerce  
M. Abakar A. Ousmane, Directeur CCIAM  
M. Kohom Ngar-Oné, Directeur du Centre de développement du secteur privé  
M. Ngabaye Baye, Directeur des études et projets, Ministère du tourisme  
M. Béadoum D., Consultant  
M. Hasssan Mahamat A., Chef de Division, Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Dr. Gongga Koyang F. Chef de Service SNL/OAPI, MDICA  
M. Ahmat Warro, Chef de Bureau Alpha  
M. Djede Kourtou, Chef BC/CNT/UNESCO  
M. Selguet Hassn Daavid, Administrateur civil

M. Fadil Malaye, Comptable BNF  
M. Avok-Souma Goussi, Comptable agréé  
M. Ndoubahidi S. Francis, Assistant à la Faculté de Gestion  
Mme Djimtamra Louise, Cadre au Ministère du développement industriel et commercial et de l'artisanat  
Mme Nakiri Généviève, Economiste au Ministère du développement industriel et commercial et de l'artisanat  
Mme Tourkounda M., Agro-technologue au Ministère du développement industriel et commercial et de l'artisanat  
M. Dourna Irkouhel, Comptable  
M. Djimbaye Asdé, Cadre au Ministère du développement industriel et commercial et de l'artisanat (MDICA)  
M. Aboukar Ndolengar, Ministère du commerce  
M. DetomalNaho Goum, Ministère du commerce  
M. Guéringgué Djbangar, Direction de l'industrie, MDICA  
M. Tidjem Erick, Formateur à la Direction de l'hydraulique  
M. Mamad Makaila, Télé-Tchad  
M. Ali Arabi, TVT  
M. Nelkem Ngarsana, Speaker, RNT  
M. Adam Aboubakar, RNT

M. Mobeang Yobelang, Notaire  
M. Abderaman Ahmat, Médecin Vétérinaire  
M. Ganza Maxime, Artiste Peintre  
M. Nayal Ngartolabaye Fred, Gérant du Bureau d'études SOFNY  
M. Ndouba Gueleo Romain, Sociologue à INADES  
M. Douwéré Ali Jean-de-Dieu, FAO  
M. Al-Hamdou D. Licencié en géographie  
M. Marrabaye WaG. FLFE  
M. Beyalem Ndadjiba, DA  
M. Zakaria A. Lawandji, Des  
M. Agolom Gadji, ACE  
M. Walendom Mbétéangar, PCWA

M. Njesada Ngountodingem, Rév. Pasteur

M. Batran Moustapha Brahim, sans-emploi  
M. Migalbaye Basile, sans-emploi  
M. Djibrine Ngarmig-Nig  
M. Fadil Malaye  
M. Adoum Issaka Kellemi

#### Etudiants

M. Abakar Doungous, Stagiaire BFCD



M. Wei Degue Mamaliam  
M. Dadji A. Timbagué  
M. Nguémadji Djimaasgar  
M. Achta Aabakr  
M. Yogangmadji Mbaihibi Justine  
M. Mbairamadm Nekinga  
M. Ryhas Djaran  
M. Bernic de Koua  
M. Yabi Ahmat  
M. Hamidou Richard  
M. Djimasugar Robert  
M. Djimasra Madassoum

▪ **Coordination du Système des Nations Unies**

Programme des Nations Unies pour le Développement

M. H. Diawara, Représentant Résident

UNICEF

M. Valot Denis

Organisation mondiale de la santé

M. Grigorian Alexandre

Programme alimentaire mondial

M. Mamo Desta

Banque mondiale

M. Donang Charles

Fonds monétaire international

M. Fiator Michel, Représentant Résident